

**LE FRONT POPULAIRE DANS
LES ALPES-MARITIMES
1934-1938**

par Michel BROT

**Résumé d'un mémoire de maîtrise effectué à la Faculté
des Lettres de Nice sous la direction de M. Schor**

La vie politique des Alpes-Maritimes était marquée, début 1934, par un conservatisme profond et par la personnalisation des enjeux. Les 30 conseillers généraux appartenaient en quasi-totalité à la droite modérée, tout comme les maires des principales villes, à l'exception de Menton, radicale de 1932 à 1935, et de Grasse au radicalisme bien pâle. Deux personnalités bien enracinées émergeaient de la classe politique locale : le député et maire de Nice Jean Médecin, un modéré soutenu par les radicaux et qui s'appuyait sur un remarquable réseau de comités de quartiers, et le député républicain de gauche Léon Barety, président du Conseil général qui avait été sous-secrétaire d'Etat sous Tardieu. Le système de la "candidature exotique", où une bonne intendance assurait le succès du candidat qu'on ne disait pas encore parachuté, fonctionnait à plein, les députés de Cannes et de Menton ayant été élus de la sorte en 1932. Les Alpes-Maritimes comptaient alors quatre députés de droite et deux députés proches des radicaux bien que sans parti : Paul Deudon et Henry Torrès, élus sur des considérations plus locales et personnelles que vraiment politiques.

Les deux partis se réclamant du mouvement ouvrier, parti communiste et parti socialiste SFIO, occupaient une place marginale. Le premier avait obtenu aux élections de 1932 4,9 % des voix et pouvait compter sur 300 militants dans tout le département, malgré l'activité inlassable de ses responsables locaux comme l'instituteur Virgile Barel, malgré aussi l'appui apporté par les maigres syndicats unitaires et les organisations de masse amies comme l'ARAC. Le deuxième, aux effectifs encore plus squelettiques (200 adhérents en décembre 1933) n'avait recueilli que 2,1 % des suffrages en 1932 et souffrait de son absence de relais syndical comme de son recrutement largement intellectuel (beaucoup d'enseignants) qui lui donnait peu de prise sur la population. Alors que les communistes locaux appliquaient fidèlement la ligne de leur parti en attaquant sans ménagement les socialistes et les syndicats confédérés, la fédération SFIO des Alpes-Maritimes en revanche se singularisait par un gauchisme verbal à outrance qui ne tirait cependant guère à conséquence.

Contrairement aux partis, les syndicats ouvriers avaient des effectifs plus conséquents. Les syndicats qui allaient se regrouper dans la CGT nouvelle en 1936 comptaient en 1934 environ 10.000 adhérents, répartis en 8.000 dans l'union départementale confédérée (UDC), 1.500 dans l'union régionale unitaire (URU) et quelques centaines dans la section départementale de la fédération autonome des fonctionnaires. Les confédérés (affiliés à la CGT) recrutaient avant tout dans la fonction publique et parapublique : leurs syndicats les plus importants étaient ceux des instituteurs, des postiers, des municipaux, sans oublier le puissant syndicat des Tramways de Nice et du Littoral (TNL) qui comptait un millier de membres. Malgré l'appartenance socialiste de son secrétaire général, l'infirmier Henri Ferro, l'UDC restait indépendante de la SFIO et parmi ses dirigeants figuraient aussi bien des syndicalistes d'extrême gauche proches de la revue "La Révolution prolétarienne" que des réformistes en bons termes avec Henry Torrès et Jean Medecin.

Les syndicats unitaires, eux, se trouvaient en perte de vitesse depuis le début de la décennie ; ils avaient perdu le contrôle de la Bourse du Travail de Nice en juillet 1933 et n'avaient d'union locale qu'à Nice et à Cannes. L'URU avait un recrutement plus ouvrier et surtout moins "fonctionnaire" que l'UDC, les plus gros syndicats unitaires étant ceux des cheminots, des employés du gaz, du bâtiment et des PTT ; tous leurs dirigeants appartenaient au parti communiste dont ils savaient les mots d'ordre sans états d'âme.

La genèse du Front Populaire. Janvier 1934-mars 1936

Les forces de gauche se sont rassemblées une première fois à Nice dès avant le 6 février ; le 29 janvier 1934, une importante manifestation de fonctionnaires tourna à l'émeute sur l'avenue de la Victoire à Nice, suite à des maladresses policières ; confédérés et unitaires se heurtèrent ensemble aux forces de l'ordre et protestèrent contre l'arrestation de sept jeunes communistes le lendemain.

S'il n'y eut rien de bien menaçant localement le 6 février, la journée du 12 février 1934 fut par contre marquée par une riposte vigoureuse du mouvement ouvrier. Comme dans toute la France des défilés communs eurent lieu à Nice, Cannes, Grasse, Menton et même Villefranche ; avec 8.000 manifestants Nice se tenait dans la moyenne des villes françaises par rapport à sa population, et la grève fut largement suivie par les fonctionnaires et les employés des services publics. Ce jour-là des orateurs confédérés et unitaires se côtoyèrent sur les mêmes tribunes et dans les chemins de fer du PLM comme dans l'enseignement les deux syndicats rivaux publièrent des appels communs à manifester.

La période de février à juin 1934 fut marquée par une véritable valse-hésitation entre les deux tendances du mouvement ouvrier. Les communistes n'adoucissaient aucunement leur polémique anti-socialiste, allant jusqu'à imprimer des tracts exclusivement consacrés à la dénonciation de la "trahison des chefs social-démocrates". Le 11 juin encore à Nice, une réunion socialiste franco-italienne en hommage à Matteotti se termina par un échange de horions entre communistes et socialistes.

Mais les militants de base des deux tendances poussaient à l'entente. Dès le 19 février un premier accord était signé à Nice entre communistes et socialistes ; il apparaît cependant, malgré les dires de Virgile Barel qui le présente comme un accord précurseur du pacte national d'unité d'action du 27 juillet, qu'il ne s'agissait que d'un accord dit de "front unique" signé par des militants socialistes qui passaient sous les fourches caudines du PC ; il ne fut d'ailleurs pas appliqué.

En revanche, un "comité de vigilance antifasciste" se constitua à Nice le 31 mars. Il réunissait communistes, socialistes, unitaires et confédérés ainsi que leurs organisations de masse respectives ; il connaissait de fréquentes dissensions internes mais put néanmoins organiser plusieurs manifestations contre la venue de personnalités "factieuses" sur la Côte d'Azur : le 27 avril pour une réunion donnée par Philippe Henriot ; les 13 et 14 juin lors d'une tournée de propagande du colonel de La Rocque à Nice et à Cannes ; le 28 juin pour une conférence d'Action Française à Nice. A chaque fois de violentes bagarres éclataient entre les manifestants de gauche et les "fascistes" ou les forces de l'ordre. Des comités antifascistes nourrissant les deux tendances apparurent également dès le mois de mars à Cannet où il comprenait également les jeunesses radicales, à Menton où un "comité intersyndical contre le fascisme" fut mis sur pied, et sans doute aussi à Antibes et à Vallauris.

L'impulsion en faveur de l'unité vint surtout du syndicalisme : ainsi le secrétaire départemental de la fédération autonome des fonctionnaires Jacques Pruja, sympathisant communiste et dirigeant local du comité Amsterdam-Meyei, tentait-il de concilier les positions antagonistes des confédérés et des unitaires ; le cheminot unitaire et anarchiste Jean Braman animait un "comité de lutte et d'unité d'action des cheminots PLM de Nice" ; les instituteurs confédérés Giauffret et Felce poussaient l'UDC à tout faire pour réaliser l'unité syndicale. Le premier mai 1934 les syndicalistes de toutes tendances défilèrent ensemble à Nice, grâce à l'intervention pressante d'Alexandre Coste secrétaire général du syndicat confédéré des TNL, en faveur de l'unité.

A partir du mois de juillet 1934, la politique d'unité d'action étant adoptée officiellement par les deux partis communiste et socialiste, aucune dissension grave ne fut enregistrée dans les Alpes-Maritimes. C'est ainsi que dès le 19 juillet, la fédération socialiste et la région communiste tinrent un meeting commun à Nice. Et toute la gauche protesta énergiquement contre l'agression dont furent victimes Virgile Barel et les syndicalistes Braman et Felce en allant porter la contradiction à un meeting xénophobe organisé par la ligue "Pour une France propre - La France aux Français", le 3 novembre à la salle Bréa à Nice.

Au mois de janvier 1935 les deux partis ouvriers se dotèrent enfin chacun d'un bon instrument de propagande : le PC fit paraître un hebdomadaire, "Le Cri des Travailleurs des Alpes-Maritimes", et la SFIO un bimensuel, "l'Alerte", qui allait devenir hebdomadaire. Rédigés et vendus par des militants bénévoles, ces journaux étaient faiblement diffusés au début mais contribuèrent à populariser les thèmes de la bataille de ce qui allait devenir le Front Populaire. On relève cependant, cette année-là, quelques piques entre socialistes et communistes, comme en mai-juin 1935 lorsque l'Alerte critiqua la déclaration Laval-Staline ; de leur côté les radicaux étaient attaqués sans ménagement par les deux organes "révolutionnaires".

A la fin de 1935 le PC et la SFIO avaient triplé leurs effectifs par rapport à la fin de 1933. Deux consultations électorales, en octobre 1934 et en mai 1935, montrèrent qu'ils progressaient considérablement dans le corps électoral mais sans parvenir à entamer l'hégémonie de la droite. Les élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934 constituèrent un succès pour le parti communiste qui recueillait 16,5 % des suffrages exprimés dans les 16 cantons où il était en lice ; il manqua de peu faire élire Virgile Barel qui recueillit 42 % des voix au ballottage dans le populaire deuxième canton de Nice. Le parti socialiste, lui, n'avait présenté que quatre candidats, dont Louis Euzière qui fut élu au 2^e tour conseiller d'arrondissement de Bar-sur-Loup. Mais les assemblées du département restaient dans des mains modérées, et à la fin de 1935 seuls 2 conseillers généraux sur 30 se réclamaient du Front Populaire.

Les élections municipales des 5 et 12 mai 1935 virent des socialistes et des communistes entrer dans les conseils municipaux de quelques villages du pays grassois ; cependant les deux partis n'augmentaient pas, dans la plupart des communes, leurs scores de 1934. Les socialistes n'obtinrent que 4 % des voix à Nice (liste Fabiani) où Jean Médecin fut largement réélu, et 11 % à Cannes en bénéficiant de la personnalité de leur tête de liste, le docteur Picaud, d'ailleurs sans parti. Les communistes recueillirent 14 % des voix à Nice où ils étaient menés par Virgile Barel et 7 % à Cannes. Quant aux radicaux, ils devaient abandonner Menton à la droite et conserver Grasse en s'alliant à la SFIO locale. Cette alliance de type cartelliste dans la cité des parfums, comme le refus communiste d'une liste unique PC-SFIO à Nice, provoqua une mésentente passagère entre les deux partis ouvriers.

Pendant ce temps les organisations syndicales des Alpes-Maritimes s'acheminaient vers la réunification. Dès le 5 juillet 1934 confédérés et unitaires de Cannes décidèrent de gérer ensemble leur Bourse du Travail ; le même mois les postiers confédérés, unitaires et autonomes formèrent un " cartel départemental des PTT " ; le 4 août les délégués au congrès du syndicat national des instituteurs (CGT) tenu à Nice réclamèrent l'unité syndicale immédiate ; le 24 novembre, plus d'un an avant la réunification confédérale, les syndicats confédéré et unitaire des cheminots de Nice fusionnaient, bientôt imités par ceux de Cannes et de Menton. Le 20 décembre 1934 enfin, l'UDC et l'URU signèrent un accord solennel par où elles s'engageaient à coopérer étroitement sur le plan départemental et à "travailler à la reconstitution d'une seule CGT en France". En toutes occasions le ton des échanges entre confédérés et unitaires restait fraternel, et chaque réunion publique organisée par l'une des confédérations comprenait un délégué de l'autre tendance.

Il reste qu'avant juin 1936 les conflits sociaux de la région se concluaient avec un bonheur inégal pour les travailleurs : c'est ainsi qu'après une longue grève, du 13 au 26 octobre 1934, les employés des TNL purent obtenir la réintégration de 27 camarades licenciés ; le taux de syndicalisation était très élevé chez les tramistes et la solidarité ouvrière avait joué à plein. A l'inverse la grève des facteurs de Nice le 18 avril 1935 se solda par un échec complet et des sanctions furent prises contre les grévistes.

L'été 1935 marqua une nouvelle étape dans la construction du Front Populaire : le 18 juin se constitua un "comité d'unité d'action antifasciste des Alpes-Maritimes", qui rassemblait toute la gauche politique et syndicale à l'exception des radicaux et qui s'employa à préparer l'importante journée du 14 juillet 1935. Ce jour-là d'importantes manifestations eurent lieu à Nice et à Cannes ; celle de Nice rassembla 10.000 personnes d'après les organisateurs et culmina, comme à Paris, par la lecture du serment solennel du Rassemblement Populaire. On notait cependant l'absence des radicaux niçois qui ne voulaient pas se compromettre avec l'extrême gauche.

A partir du mois de septembre on vit de nombreux élus de tendance centre-gauche adhérer au Front Populaire, les plus notoires étant le député de Menton Henry Torrès et le député de Nice Paul Deudon, dont le ralliement se concrétisa par un grand meeting tenu à Nice le 29 septembre sous la présidence de Virgile Barel. Mentionnons encore le conseiller général de Roquestéron Georges Salvago et un personnage étonnant, Georges Bramardi, ancien conseiller d'arrondissement de Nice qui, après avoir manifesté des sentiments nettement "factieux" et antisémites le 6 février 1934, en était arrivé à mettre sa petite feuille périodique "Nice-Journal" au service du Front Populaire et de sa composante la plus extrême, le parti communiste.

La fédération radicale des Alpes-Maritimes faisait contraste avec les personnalités susnommées par la grande méfiance qu'elle manifestait envers un Rassemblement Populaire auquel les instances nationales du parti valoisien avaient pourtant adhéré. Ses responsables refusaient le plus souvent d'être représentés dans les réunions et les comités de Front Populaire ; seules les jeunesses radicales-socialistes et certains comités radicaux (Menton, Antibes, Cagnes) faisaient exception à la règle.

Paradoxalement, alors que les communistes accueillait Deudon, Torrès et leurs amis à bras ouverts, les socialistes se montraient hostiles à cet élargissement du Rassemblement Populaire. La fédération SFIO et l'Alerte, alors rédigée par le très gauchiste Thurotte, invoquaient la nécessité de préserver le caractère "révolutionnaire" du Front Populaire et n'avaient pas de mots assez durs pour le parti radical et les "politiciens bourgeois" du département.

Malgré ces vicissitudes le Front Populaire parvenait à son implantation. Des sections locales de la Fédération des Officiers de Réserve Républicains et du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes se constituèrent ; on vit fleurir dans les villages, les villes et même les quartiers une multitude de comités locaux de Front Populaire qui ne devaient réunir en principe que les délégués des organisations adhérentes mais qui acceptaient souvent les adhésions individuelles, nourrissant la crainte des socialistes d'un noyautage par le PC. Et de fait, les secrétaires de ces comités étaient très souvent communistes ; le comité départemental de Front Populaire mis sur pied à l'automne 1935 eut pour premier secrétaire général le fonctionnaire communiste Jacques Pouja, auquel succéda en novembre son camarade de parti Paul Laroche quand il fut déplacé en Vendée pour son action syndicale. Cette affaire de répression, comme les tracasseries administratives subies à Vence par le pédagogue communiste Fre.net au début de 1936, contribua à mobiliser et à cimenter le Front Populaire. L'agitation d'extrême droite également : en effet, l'automne et l'hiver 1935-1936 virent les Croix-de-Feu effectuer des grands rassemblements motorisés sur la Côte d'Azur ; des bagarres éclataient entre vendeurs de journaux opposés ; la guerre d'Ethiopie amena les autorités fascistes transalpines à faire une propagande voyante parmi la nombreuse population italienne du département.

Dans le même temps une réunification syndicale avait enfin abouti. Les différents syndicats confédérés et unitaires locaux fusionnèrent entre septembre et décembre 1935, en répartissant soigneusement leurs postes de responsabilité entre militants des deux tendances. Les confédérés étaient presque partout majoritaires ; au début de 1936 les effectifs de la nouvelle CCT étaient estimés à entre 9 000 et 12.000 adhérents dans le département. La réunification fut couronnée par le congrès constitutif de la nouvelle union départementale CGT (UD-CGT) des Alpes-Maritimes, tenu le 22 décembre 1935 à Nice. Les délégués votèrent par une faible marge l'interdiction du cumul des mandats politiques et syndicaux, c'est-à-dire en faveur des propositions ex-confédérées ; de même la commission administrative de l'UD comprenait deux tiers d'ex-confédérés, et son bureau trois ex-confédérés dont le secrétaire général Henri Ferro, deux ex-unitaires et un ex-autonome. Aussi les communistes marquèrent-ils quelque mauvaise humeur.

Parallèlement aux syndicats ouvriers, l'union départementale des syndicats de paysans travailleurs, dirigée par l'horticulteur communiste vençois Dean Laurenti, se développait-elle aussi, essentiellement dans l'arrondissement de Grasse. La mévente des fleurs à parfums aidant, elle réussit à former avec d'autres organisations agricoles plus modérées un "comité d'unité d'action paysanne", sorte de Front Populaire paysan qui organisa des meetings de protestation fin 1935 et début 1936.

Les élections législatives avril-mai 1936

La préparation des élections législatives des 26 avril et 3 mai domina le début de 1936. Les Alpes-Maritimes étaient alors partagées en six circonscriptions électorales. Dans la première de Nice (quartiers ouest de la ville) le député sortant Jean Médecin était solidement implanté et n'avait que des adversaires de principe, le communiste Robini et le socialiste Jean-Jacquot. Les radicaux n'avaient présenté personne. Même cas de figure dans la deuxième circonscription de Nice (Nice-centre et "arrière-pays jusqu'à Saint-Etienne de Tinée et Puget-Théniers) où le député modéré Léon Baréty n'était guère inquiet par les candidatures de Pruja (PC) et de Mathieu (SFIO). Dans la troisième circonscription de Nice en revanche (quartiers est de la ville), la lutte promettait d'être chaude entre le sortant radicalisant Paul Deudon, le communiste Virgile Barel et le modéré Vidal-Revel, poussé par la mairie. La SFIO s'était effacée derrière Barel dès le 1er tour. Autre point chaud, la quatrième circonscription de Nice (le littoral de Villefranche à Menton et son arrière-pays jusqu'à Saint-Martin-Vésubie) où la droite avait misé sur un riche "parachuté", Jean Hennessy, pour reprendre le siège du radicalisant Henry Torrès ; les candidats communiste, Laroche, et socialiste, Salabelle, faisaient de la figuration. Dans la première circonscription de Grasse (Cagnes, Grasse et l'arrière-pays) le député modéré René Fayssat tentait de défendre son siège contre l'apparenté radical Jonas (union socialiste et républicaine), le socialiste Gras et le communiste François. Enfin, la plus grande confusion régnait dans la deuxième circonscription de Grasse (Cannes-Antibes) où le sortant modéré Louis-Dreyfus s'était retiré peu avant le scrutin : la droite allait à la bataille en ordre dispersé, présentant un Croix-de-Feu, le colonel Thierry, et un modéré, Menier, sans compter Jean Pierre, un candidat localiste de tendance radicale anti-Front Populaire, ce qui laissait leurs chances aux communistes Pourtalet, au socialiste Garino et au radical orthodoxe Cayatte.

La campagne électorale de la droite ne manquait pas de moyens. Elle pouvait compter sur la plupart des élus locaux et notamment sur la municipalité de Nice, ainsi que sur l'appui discret de l'évêché ; une multitude de périodiques départementaux ou locaux (nous en avons recensé 14) appelait à voter pour ses candidats. Elle disposait surtout du soutien sans faille du principal quotidien local, L'Eclaireur de Nice et du Sud-Est. L'argumentation de ce journal tenait essentiellement en de très courts textes encadrés, en fait de simples slogans qui martelaient de façon répétitive les catastrophes qu'allait entraîner la victoire du "Front Commun", c'est à dire du Front Populaire entièrement assimilé au communisme soviétique. Le thème du tourisme en danger en cas de victoire "rouge" revenait également constamment. Quoi qu'il en fût cette campagne fondée sur la peur et, litote, l'exagérât" n'eut pas le succès escompté.

Le style de la droite variait considérablement selon les circonscriptions. Médecin et Baréty firent une campagne de notables, sans agressivité et centrée sur leurs réalisations locales. Plus militants, Vidal-Revel, Fayssat et surtout Hennessy attaquaient violemment le Front Populaire ; le dernier nommé prenait la défense de l'Italie fasciste dans l'affaire des sanctions et proposait une réforme constitutionnelle que n'auraient pas désavouée les ligues. A Cannes-Antibes la droite était minée par ses dissensions internes : Menier se retira sans désistement après le 1er tour mai" Thierry dut alors compter avec un autre concurrent modéré, Lillaz, qui devant lui aussi se retirer in extremis après avoir mené une guerre d'affiches contre lui, ainsi qu'avec le "centriste" Jean-Pierre qui se maintenait, au risque de faire passer le candidat du Front Populaire.

Les quatre candidats radicaux ou assimilés ne menaient pas de campagne coordonnée au pi in départemental. Cayatte, le seul à être membre du parti valoisien, devait surmonter le handicap de son parachutage à Cannes-Antibes. Le riche antiquaire parisien Jonas avait le même problème à Grasse mais bénéficiait du soutien actif de beaucoup d'élus locaux influents et "récupérait" ainsi la clientèle de Jean Ossola, député radical mort en 1932. Deudon, à Nice, devait disputer les voix ouvrières de sa circonscription à Barel et se trouvait donc sur la défensive, invoquant souvent le Front Populaire mais mettant l'accent sur ce qui le séparait des communistes. Enfin, le député de Menton Torrès, avocat connu et brillant orateur, se comportait dès le 1er tour comme le champion 'lu Front Populaire, attaquant sans relâche le "fascisme" et "l'argent" personnifiés par son adversaire Hennessy.

Fidèle à son attitude passée, la fédération radicale évitait au maximum de prendre position pour les candidats de sa famille politique qui jouaient le jeu du Front Populaire : les deux motions fédérales votées pendant la durée de la campagne restaient dans un flou admirable et parvenaient à ne citer le nom d'aucun candidat. Des élus radicaux faisaient d'ailleurs ouvertement campagne pour des candidats modérés.

Le Petit Niçois, quotidien radical, maintenait lui aussi ses distances avec le Front Populaire jusqu'au 1er tour : il soutenait bien les candidats radicaux et en particulier Torres et Jonas, mais Baretty et Médecin pouvaient également compter sur lui ; ses éditoriaux de la veille du scrutin recommandaient prudemment le vote à gauche mais sans citer de noms et sans mentionner le Front Populaire. Cependant la polarisation du scrutin de ballottage l'obligea à choisir son camp et la veille du 2e tour Le Petit Niçois appela nommément à voter pour les candidats de Front Populaire, y compris les deux communistes.

La campagne socialiste souffrait de son manque de moyens et d'une certaine maladresse dans l'exécution. La SFIO ne pouvait compter que sur son bimensuel l'Alerte, faiblement diffusé, qui menait des attaques en règle contre ses adversaires de droite et même les radicaux mais épargnait les communistes, faisant campagne pour Barel à Nice III dès le 1er tour. Les professions de foi des candidats socialistes en restaient aux thèmes nationaux du parti et ne s'arrêtaient guère aux questions locales.

A l'inverse, le parti communiste frappait les observateurs par le dynamisme et l'efficacité de sa propagande. Son principal support, Le Cri des Travailleurs, tirait à 10.000 exemplaires ; ses nombreuses affiches étaient fort bien faites et ses réunions électorales bien suivies. Outre ses thèmes de campagne nationaux, le PC attaquait le "fascisme local" et, seul de tous les partis, avait publié un programme régional où la défense de l'horticulture, du petit commerce et du tourisme tenait une place de choix : c'est qu'il dirigeait aussi sa propagande vers les classes moyennes.

La campagne électorale de 1936 fut l'une des plus ardentes que le département eût connue ; on ne lésina pas sur les méthodes douteuses. Le Front Populaire dénonçait sans relâche la corruption électorale dont se seraient rendus coupables les candidats de droite Hennessy, Vidal-Revel et Fayssat, qui en retour accusaient Torrès et Jonas des mêmes méfaits ; comme toujours en pareil cas l'accusation est invérifiable mais de multiples témoignages d'horizons divers l'attestent, si bien qu'on peut la considérer comme largement fondée. Les attaques personnelles les plus grossières n'épargnaient personne. Contre les candidats parachutés on flattait le chauvinisme local ; le passé politique des candidats, leur conduite à la guerre de 1914, leur profession, leur état civil, voire leurs particularités physiques fournissaient autant d'armes à leurs adversaires.

Contre deux candidats juifs, les radicaux Torrès et Jonas. la droite n'hésitait pas à faire vibrer la corde antisémite. Hennessy appelait par voie d'affiches à "barrer la route au youtrou rouge". L'Eclaireur de Nice, le plus grand quotidien local, faisait remarquer qu'Edouard Jonas était de "race sémite". Le député Fayssat faisait de l'argument son principal cheval de bataille, allant jusqu'à publier des extraits du Protocole de Sages de Sion dans son journal électoral, mettant en garde les Grassois contre "les deux cents tribus juives" et le "juif Jonas" qu'une caricature représentait à la manière de Sturmer. On ne trouvait guère que le Petit Niçois pour s'élever contre cet antisémitisme, lequel, il convient de le souligner, était le fait de la droite classique autant et plus que de l'extrême droite.

Les résultats du 1er tour, le 26 avril, marquèrent une progression spectaculaire du parti communiste, une chute sévère des suffrages radicaux et des pertes limitées de la droite qui restait globalement majoritaire. Seuls Médecin et Baréty étaient élus au 1er tour, avec plus de 60 % des voix à Nice I et II ; dans ces deux circonscriptions les candidats communistes arrivaient en deuxième position avec le quart des suffrages, loin devant les socialistes qui n'en recueillaient respectivement que 11 % et 8 %. A Nice III le duel à gauche Barel-Deudon tournait à l'avantage du communiste qui avec 34 % des voix était bien placé pour le 2e tour, compte tenu des 25 % de Deudon qui se désistait pour lui. Vidal-Revel n'en obtenait que 40 % • En revanche les radicaux arrivaient en tête de la gauche à Nice IV avec Torrès et à Grasse I avec Jonas : le premier recueillait 35 % des voix mais, le communiste et le socialiste n'en ayant obtenu respectivement que 12 % et 2 %, il était en ballottage difficile face au droitier Hennessy qui avait manqué de peu l'élection dès le 1er tour avec 48,7 % des suffrages. A Grasse I les voix de gauche se répartissaient presque également entre Jonas qui devenait candidat unique du Front Populaire avec 21 % des voix, le communiste François qui en obtenait 18 % et le socialiste Gras qui en recueillait 16 % ; le député sortant Fayssat était menacé avec 43 % des voix. Le Croix-de-Feu Thierry arrivait en tête à Grasse II avec 21 % des suffrages, suivi par Menier avec 18 %. A gauche, c'était le communiste Pourtalet qui, avec 17,4 % des voix, allait porter les couleurs du Front Populaire, distançant de peu Garino (SFIO) qui en recueillait 16,7 %. Le radical de gauche Cayatte et le centriste Jeanpierre n'eurent guère de succès avec 11 % des voix chacun.

Dans chacune des quatre circonscriptions en ballottage les désistements laissaient aux prises les deux candidats les plus favorisés de chaque camp ; seul le maintien de Jean-Pierre à Grasse II provoqua une triangulaire. Le Front Populaire mena une campagne unitaire et coordonnée pour le 2e tour autour de son mot d'ordre "Le Pain, la Paix, la Liberté", organisant de vastes meetings où chaque parti était représenté. C est alors que la tension fut à son comble et que les coups bas furent les plus nombreux de part et d'autre.

Le scrutin de ballottage, le 3 mai, vit le Front Populaire l'emporter dans trois circonscriptions : à Nice III où Barel l'emportait de haute lutte avec 51 % des voix contre Vidal-Revel, à Grasse I où Jonas faisait le même score contre Fayssat, et à Grasse II où Pourtalet, à la surprise générale, était élu contre Thierry à la majorité relative, avec 47,7 % des voix et donc grâce au maintien de Jean-Pierre. Hennessy en revanche parvenait à arracher le siège de Nice IV à Torrès, recueillant 52 % des voix. Partout le Front Populaire enregistrait un certain déchet par rapport au total des voix de gauche du 1er tour, sauf à Grasse II où Pourtalet prenait même des voix à Jean-Pierre. La représentation parlementaire des Alpes-Maritimes subissait donc un profond changement, avec quatre nouveaux élus sur six ; en particulier, l'élection des deux communistes Barel et Pourtalet sur la Côte d'Azur eut un retentissement national.

Le Front Populaire, qui comptait au lendemain du scrutin trois députés sur six, restait toutefois minoritaire en voix dans le département, n'en ayant recueilli que 45,4 % au 1er tour et 43,9 % au tour décisif, en nette progression il est vrai par rapport au total des voix de gauche de 1932. Il restait également minoritaire dans les plus grandes villes telles que Nice, Cannes, Antibes, Menton, et ne l'emportait que dans 9 cantons sur 30, principalement ceux du pays grassois et des vallées des Paillons.

Le Parti communiste était sans conteste le grand vainqueur du scrutin avec 21,9 % des voix : il faisait plus que quadrupler son résultat de 1932 et confirmait sa place de premier parti du Front Populaire. Alors qu'auparavant il était surtout implanté dans l'arrondissement de Grasse, il essaimait dans le comté de Nice ; il obtenait ses meilleurs scores dans les cantons ruraux de l'Escarène, Roquestéron, Puget-Thénières, ainsi que dans ses fiefs ouvriers de Nice (28,5 % sur l'ensemble de la ville, et 36,2 % dans le populaire deuxième canton) et de Vallauris. Très souvent, le vote radical de 1932 s'était mué en vote communiste en 1936, mais il est certain que le PC avait aussi recruté jusque dans les rangs de la droite.

Le Parti socialiste progressait considérablement lui aussi, passant de 2,1 % des voix du département en 1932 à 9,1 % en 1936, voire un peu plus de 10 % si l'on tient compte de l'absence de la SFIO à Nice III. Ce résultat encourageant mais encore modeste reléguait les socialistes à la dernière place au sein du Front Populaire, et nulle part leurs candidats n'avaient pu franchir le cap du 1er tour. Contrairement à l'électorat communiste, celui de la SFIO était très localisé, concentré dans l'ouest de l'arrondissement de Grasse, c'est-à-dire dans les cantons ruraux du pays grassois et dans les villes de Cannes et de Grasse ; à l'opposé le comté de Nice et singulièrement le pays mentonnais restaient des terres de mission, à l'exception de la Haute-Vésubie où le parti socialiste réalisait le score honorable de 15 % des voix environ.

Le radicalisme, lui, était le seul vrai perdant du scrutin puisqu'il perdait la moitié de ses voix de 1932, ne recueillant plus dans les Alpes-Maritimes que 14,4 % des voix contre 31,3 %, et passant même en dessous de sa moyenne nationale. La chute était particulièrement sévère à Nice III où Deudon ne retrouvait pas la moitié de ses voix de 1932, et dans la ville de Grasse, vieux fief radical où symboliquement, Jonas se trouvait distancé par ses deux alliés de gauche, Torrès en revanche résistait mieux, et dépassait encore les 40 % dans les villes de Menton et de Beausoleil. Les forces radicales se repliaient donc dans la quatrième circonscription de Nice, à l'est du département, ainsi que dans l'est de l'arrondissement de Grasse et notamment dans le canton de Cagnes.

Les candidats de droite, y compris le centriste Jean-Pierre à Cannes-Antibes, avaient obtenu 52,1 % des suffrages au 1er tour : ils restaient donc majoritaires, même s'ils reculaient par rapport à 1932 où les candidats modérés avaient obtenu 60,1 % des voix. Mais ce recul n'était pas généralisé : c'est ainsi que la droite avait progressé dans plusieurs cantons de la quatrième circonscription de Nice, celle qu'elle avait pu reprendre à la gauche, à rencontre de la tendance nationale; Baréty avait également amélioré son score à Nice II, à la faveur de la disparition du candidat radical de 1932. Le haut-pays niçois (ancien arrondissement de Puget-Thénières), le littoral de Villefranche à Menton, les villes de Cannes et de Nice (et surtout ses quartiers ouest qui avaient élu Jean Médecin) dessinaient les zones de force de la droite.

Le Front Populaire triomphant mai-août 1936

C'est au printemps et à l'été 1936 qu'on situe généralement l'apogée du Front Populaire, les Alpes-Maritimes ne font pas exception à la règle. Ce fut alors, nous disent tous les témoignages, le temps de la joie : ces quelques mois virent se multiplier cortèges et fêtes populaires organisés par les vainqueurs des élections. Ainsi le 3 mai au soir, quand 20.000 Niçois descendirent dans la rue fêter la victoire de Barel, Pourtalet et Jonas ; le 31 mai à Nice, quand le PC réunit les 3.300 convives pour un banquet géant en l'honneur de ses deux députés ; le 14 juin, quand des milliers de personnes défilèrent pour le Front Populaire dans les principales localités du département ; le 14 juillet encore, avec le même scénario.

Ce fut aussi l'été 1936 qu'arrivèrent sur la Côte d'Azur les premiers congés payés, faisant forte impression sur une région habituée au tourisme de luxe. Une "Association Touristique Populaire de la Côte d'Azur", émanation du Front Populaire local, se chargeait d'organiser le séjour des nouveaux estivants ; elle était présidée par Virgile Barel et animée notamment par des communistes.

Ceux-ci en effet, forts du prestige que leur valait leur victoire électorale, accumulaient les succès : le PC put quadrupler les effectifs de sa région du Sud-Est en peu de mois, et faire tirer Le Cri des Travailleurs à 20.000 exemplaires en juillet ; il conquist la mairie de Vallauris le 21 juin à la faveur d'une élection partielle ; le congrès annuel de l'UD-XT, le 24 mai, marqua une progression de l'influence communiste dans les syndicats, même si le secrétariat général restait aux mains des ex-confédérés en la personne de Felce Sûrs de leur force, les communistes se voulaient aussi rassurants : c'est ainsi que la "main tendue aux catholiques se concrétisa de façon spectaculaire le 20 juin lorsqu'un jeune prêtre niçois, l'abbé Daumas, figura aux côtés de Maurice Thorez dans un meeting à Nice, provoquant un véritable choc dans toutes les familles politiques.

La coupure très nette de la vie politique en deux camps obligeait les notables à prendre parti, voire, chose nouvelle, à adhérer à un parti, c'est ainsi que l'ex-député Paul Deudon et d'autres personnalités de centre gauche adhérèrent à l'union socialiste et républicaine, petite formation située entre les socialistes et les radicaux. De même on vit le quotidien radical Le Petit Niçois infléchir nettement vers la gauche ses positions jusqu'alors fort modérées ; il se voulait alors l'organe officieux du Front Populaire, jusques y compris de sa composante communiste.

De leur côté les adversaires du Front Populaire se restructuraient et se radicalisaient. La droite organisa un grand meeting "national" à Nice le 12 juillet, prévoyant d'y faire parler Doriot qui venait de fonder le PPF ; en son absence, le maire Jean Médecin et le jeune conseiller municipal Jacques Bounin s'engagèrent totalement à ses côtés ; ce patronage de poids quoi qu'éphémère fit beaucoup pour le lancement du nouveau parti d'extrême droite dans la région. La tension politique était alors considérable, et des incidents fréquents éclataient entre porteurs de cocardes rouges et tricolores, d'autant que les grèves sur le tas se poursuivaient dans tout le département.

Car les grandes grèves de juin et juillet 1936 furent sans conteste le fait marquant de la période. Commencées plus tardivement qu'en région parisienne (le 2 juin à Nice, le 8 juin à Cannes, vers le 20 juin ailleurs), elle durèrent aussi plus longtemps puisque certaines corporations n'avaient pas repris le travail le 1er août, et elles furent tout aussi vigoureuses qu'ailleurs : pas moins de 33.000 personnes ont fait grève dans les Alpes-Maritimes en juin et juillet 1936, représentant 28,5 % des ouvriers et employés du département, soit bien plus que la moyenne nationale. On a dénombré 245 grèves, touchant près de 2000 entreprises jusqu'aux plus petits commerces.

La seule ville de Nice a compté à un moment ou à un autre 23.606 grévistes, soit le dixième de sa population totale ; 278.000 journées de travail ont été perdues en juin et juillet. La première des 126 grèves niçoises se déclara le 2 juin, mais le phénomène ne prit réellement de l'ampleur que le 11, avec l'entrée en grève des Galeries Lafayette, et le 20 juin, apogée du mouvement, on dénombrait 11.504 grévistes et 609 entreprises touchées dans tous les secteurs de l'activité, notamment les grands magasins, les industries alimentaires, métallurgique, le bâtiment, les transports. Les grandes entreprises reprirent le travail à partir du 21 juin mais d'autres salariés, ceux des très petites entreprises et même des commerces à un seul employé, débrayèrent alors, et ce ne fut qu'à la fin juillet que les choses rentrèrent à peu près dans l'ordre.

On a recensé 29 grèves et 5.217 grévistes à Cannes, deuxième ville du département : la première se déclencha le 8 juin aux Aciéries de Nord de la Bocca, puis la vague s'étendit le 12 juin aux grands magasins, le 25 au bâtiment, avant de décroître à partir du 4 juillet.

Dans les autres localités du département le mouvement gréviste fut nettement plus tardif. Ainsi ne commença-t-il que le 21 juin à Grasse, touchant notamment le bâtiment et la parfumerie ; de même à Antibes où le gros des grèves ne se déclarèrent qu'à partir du 18 juin, essentiellement dans le bâtiment et le textile. Très peu de grèves en revanche éclatèrent à Vallauris et à Menton mais il s'en produisit dans pas moins de 23 localités du département, parmi lesquelles des villages aussi modestes que Lantosque.

Singularité de l'économie des Alpes-Maritimes, on avait affaire en majorité à des grèves du secteur tertiaire, auquel se rattachaient 52 % des grévistes : il s'agissait principalement des employés des grands magasins, qui jouèrent un rôle essentiel à Nice et à Cannes dans le déclenchement du mouvement, et de ceux des transports routiers. Les employés d'hôtel en revanche étaient restés en retrait sauf à Cannes. Le secteur secondaire comptait pour 47 % des effectifs grévistes, dont le bâtiment et les travaux publics fournissaient à eux seuls la moitié ; 2000 grévistes ont également été recensés dans la métallurgie, à Nice et à Cannes ; venaient ensuite l'industrie alimentaire niçoise et la parfumerie grasseoise.

Le déclenchement de ces grèves n'obéissait pas à un schéma unique. Tantôt c'était le syndicat CGT, quand il existait, qui décidait le débrayage, comme chez les dockers de Nice le 5 juin. Tantôt la grève avait été précédée d'un intense travail syndical, comme à Grasse où des syndicats apparurent dans la parfumerie, le bâtiment, les transports quelques semaines avant le déclenchement des conflits. Tantôt c'était une série d'accidents qui amenait spontanément les ouvriers à cesser le travail : ainsi le 8 juin, aux Aciéries du Nord de Cannes. Mais les salariés débrayaient le plus souvent poussés par l'exemple d'entreprises voisines, dans la même localité ou la même corporation. Le mouvement gréviste, parti de secteurs peu ou prou

syndiqués, s'était en somme étendu par la suite à des entreprises, des professions et des localités où le syndicalisme n'avait jamais pénétré.

L'arrêt de travail décidé, les ouvriers et employés d'une entreprise déposaient chez le patron un cahier de revendications. Ceux dont nous disposons montrent que celles-ci, pour l'essentiel, se bornaient à réclamer l'application intégrale de la loi et des contrats, et notamment des accords Matignon signés le 8 juin. Souvent s'y ajoutaient des demandes spécifiques relatives aux conditions de travail et à la dignité du salarié, comme le "droit de s'asseoir" réclamé par les vendeuses des Galeries Lafayette de Nice.

Un demi-millier d'entreprises, selon la Préfecture, auraient été occupées par leur personnel en juin-juillet 1936 ; le chiffre est sans doute exagéré mais dans les Alpes-Maritimes comme partout en France, les grèves "sur le tas" constituaient bien la grande nouveauté du mouvement. Parmi les entreprises occupées figuraient les grands magasins niçois, avec notamment les Galeries Lafayette qui, installées place Masséna, symbolisaient aux yeux de la population de Nice la lutte des grévistes, le dépôt des TNL, les usines métallurgiques cannoises, et beaucoup d'entreprises de travaux publics. L'occupation des locaux, qui s'accompagnait toujours d'un entretien soigneux de l'outil de production, se déroulait souvent dans la bonne humeur et même dans la joie, comme en témoigne abondamment la presse de l'époque. Les grévistes s'organisaient des distractions ; le problème du ravitaillement était résolu par la solidarité agissante d'une grande partie de la population et notamment par le dévouement des militants socialistes et communistes qui pratiquaient dans ce domaine une saine émulation.

Toutes ces grèves avaient des durées très variables, pouvant aller d'un jour à un mois et demi : il y avait dans ce dernier cas volonté de pourrissement de la part du patronat, tablant sur l'impopularité des grévistes. La grève pouvait se solder par un échec complet : lock-out, voire renvoi pur et simple du personnel. Mais l'issue des conflits s'avérait heureuse pour les travailleurs dans la grande majorité des cas : il n'était pas rare que le résultat d'une grève se soldât par des salaires augmentés de plus de la moitié et une durée du travail réduite du tiers. 62 grèves se terminèrent par la signature d'un contrat collectif, en quasi-totalité à Nice et à Cannes ; dans les petites villes et les petites entreprises on ne signait que des accords particuliers. Bien souvent, l'intervention de médiateurs était sollicitée ; les grévistes étaient souvent représentés par des délégués de la CGT.

Les grandes grèves de 1936 eurent sur la population des Alpes-Maritimes un impact considérable. L'attitude la plus répandue était sans conteste la sympathie avec les grévistes, si bien que même L'Eclaireur faisait montre d'une étonnante bienveillance envers les employés des Galeries Lafayette qui occupaient leurs locaux. Dans les rangs de la droite la condamnation sans appel des "grèves révolutionnaires" voisinait avec une certaine mauvaise conscience dans les milieux aisés qui découvraient subitement les conditions de vie de la classe ouvrière. Les grévistes recevaient bien évidemment l'appui unanime du Front Populaire mais ce soutien était tempéré, côté communiste, par des conseils de prudence et de modération. Enfin les grèves transformèrent complètement le visage du syndicalisme sur la Côte d'Azur, provoquant une véritable ruée des salariés sur la CGT qui quintupla ses effectifs départementaux en quelques semaines. Le monde du travail se sentait alors, pour la première fois, en position de force.

Le temps du piétinement septembre 1936-avril 1938

La croissance syndicale, amorcée au printemps 1936, s'est poursuivie après les grandes grèves, puisque l'UD-CGT des Alpes-Maritimes revendiquait 53.000 adhérents en 1937 contre 9.000 en 1935, ce qui constituait une progression encore plus forte en proportion de celle des effectifs nationaux de la CGT. A la mi-1937 l'UD groupait ainsi 216 syndicats (moins d'une centaine en 1935) et trois nouvelles unions locales, à Antibes, Grasse et Beau soleil-Monaco, étaient venues s'ajouter à celles de Nice, Cannes et Menton. Chose remarquable, les Alpes-Maritimes connaissaient alors un taux de syndicalisation (CGT uniquement, et pour les seuls ouvriers et fonctionnaires) de 70 % quand la moyenne française n'était que de 60 %.

Cette croissance spectaculaire a profondément modifié la composition professionnelle de la CGT : les syndicats qui donnaient le ton avant 1936, ceux des fonctionnaires, des PTT et des services publics, ne représentaient plus qu'un sixième des effectifs de l'UD-CGT en 1937, alors que les plus grosses fédérations étaient devenues celle de l'alimentation et de l'hôtellerie, celle du bâtiment, celle des employés de commerce, c'est-à-dire celles des professions à statut précaire où le syndicalisme était quasi inexistant avant 1936.

Ces profonds changements qui ont affecté la CGT se sont accompagnés d'une importante réorientation politique qui a profité avant tout au parti communiste. En effet, les syndicats qui croissaient le plus vite, comme ceux de l'hôtellerie, des métaux, des employés de commerce, avaient tous à leur tête des communistes ; des six unions locales du département, cinq avaient un secrétaire général communiste en 1937. La mainmise du PC sur le syndicalisme se manifesta avec éclat lors du congrès annuel de l'UD-CGT, le 13 juin 1937 : le secrétaire général sortant Falce, instituteur ex-confédéré de tendance gauchiste, fut remplacé par le pâtissier communiste Virgile Corbani, assisté d'un bureau communiste homogène. Ce changement de personne à la tête de l'UD ouvrit une crise grave dans la CGT des Alpes-Maritimes et fit même des vagues jusqu'à Paris ; les socialistes et les ex-confédérés protestèrent énergiquement contre l'éviction de Felce, jugée injustifiée, et accusèrent les communistes de "colonisation" des syndicats. L'affaire de l'UD contribua ainsi à ébranler sérieusement la cohésion du Front Populaire, au moment où il se retrouvait sur la défensive.

Cependant le grand élan de syndicalisation de 1936-1937 ne profitait pas qu'à la CGT, puisqu'à la même époque deux autres confédérations s'implantaient sur la Côte d'Azur : les syndicats chrétiens (CFTC) et les syndicats professionnels français (SPF), affiliés au parti social français du colonel de La Rocque. Une UD-CFTC des Alpes-Maritimes avait été constituée en juin 1936 et groupait en 1937 49 syndicats totalisant 5.000 adhérents ; elle recrutait surtout chez les "cols blancs" et dans certaines professions féminines. Les SPF, eux, pouvaient compter sur 3.000 adhérents dans le département et dirigeaient l'essentiel de leur propagande contre la CGT.

Malgré ou à cause de la force toute nouvelle du syndicalisme, la période postérieure à l'été 1936 fut passablement agitée sur le plan social. Pas moins de 85 grèves se déclarèrent en effet dans les Alpes-Maritimes entre août 1936 et décembre 1937, affectant 8.700 travailleurs dans tous les secteurs de l'activité. Nouveauté dans la région, il s'agissait parfois de grèves de solidarité, signe d'une évolution indiscutable de la mentalité ouvrière. On débrayait aussi pour obtenir, ou pour faire appliquer, une convention collective. Mais ces luttes n'étaient pas toujours couronnées de succès : en avril 1937, une grève générale dans la parfumerie grasse, déclenchée par des licenciements, se solda par un demi-échec ; une longue grève aux usines de chaux et ciments de Contes, l'été 1937, aboutit à un lock-out et à la condamnation en justice des grévistes. Globalement, le syndicalisme et le mouvement ouvrier se retrouvaient donc sur la défensive, tentant de défendre les acquis de juin 1936.

Le Front Populaire n'avait pas qu'à combattre la volonté de revanche du patronat : la menace que constituaient pour lui les groupements d'extrême droite, très actifs dans la région, figurait au premier rang de ses préoccupations. Trois organisations légales étaient implantées dans le département : le Rassemblement National, groupement purement niçois fondé fin 1936, qui n'eut guère de succès ; le Parti Social Français (PSF) qui regroupait les ex-Croix-de-Feu et qui aurait compté 8.000 membres en 1938, dépassant le PC en effectifs ; et surtout les Parti Populaire Français (PPF) de Doriot, moins nombreux que le PSF mais bien plus dynamique, dont les Alpes-Maritimes constituaient l'un des principaux fiefs. Il convient d'y ajouter la "Cagoule", organisation terroriste clandestine, animée sur place par le Niçois Darnand qui s'approvisionnait en armes en Italie. Les violences n'étaient pas rares entre militants du PPF et ceux du Front Populaire, comme le 31 octobre 1936 lors d'un meeting tenu par Doriot à Nice, où de nombreux coups furent échangés, et surtout le 18 avril 1937 quand le jeune ouvrier communiste niçois Espartero Rossi fut assassiné dans un bar de Cannes le soir des élections municipales. Cette dernière affaire souleva une indignation considérable dans toute la région.

Les militants de gauche avaient d'ailleurs le sentiment que l'administration, la police et la magistrature locales favorisaient leurs adversaires, impression renforcée par l'absence totale d'épuration à la Préfecture et à la Sûreté niçoise en 1936. Aussi la presse du Front Populaire était-elle pleine d'amères protestations contre le préfet Mouchet resté en place, contre les magistrats soupçonnés de clémence avec les "factieux" et contre les policiers accusés de persécuter les travailleurs, comme en juin 1937 lors de l'affaire des "paysans de Fabron", où l'expulsion d'un métayer niçois donna lieu à des affrontements entre paysans et forces de l'ordre.

Comme partout en France, l'aide aux républicains espagnols représentait une part importante des luttes du Front Populaire. Un nombre considérable de militants socialistes et communistes des Alpes-Maritimes (plusieurs centaines sans doute) étaient partis combattre dans les brigades internationales ; parmi eux se trouvaient même des responsables de la région communiste du Sud-Est, tel le Niçois André Pin devenu commissaire politique à Madrid. Une forme plus fréquente d'engagement consistait en d'incessantes collectes et en de très nombreux meetings de solidarité tenus par toutes les organisations du Front Populaire regroupées en un "comité d'aide au peuple d'Espagne des Alpes-Maritimes".

Parmi les images d'Epinal du Front Populaire figure sans conteste l'arrivée des "congé payés" sur la Côte d'Azur. Aussi les socialistes et les communistes se targuaient-ils fréquemment de l'apport bénéfique du Front Populaire à l'économie de la région, à travers le développement du tourisme de masse. Ils n'étaient pas toujours entendus : l'Association Touristique Populaire de la Côte d'Azur (ATP), chargée d'accueillir les "congé payés", dirigeait aussi sa propagande envers ceux des habitants de la région peu convaincus des bienfaits de ce changement de "qualité" de la clientèle touristique. C'est du reste également en 1936 que la première auberge de jeunesse fut ouverte, au cap d'Antibes.

S'il restait uni dans ses combats, le Front Populaire en revanche étalait ses divisions en d'autres circonstances. Ainsi Le Cri des Travailleurs critiquait-il souvent la politique espagnole du gouvernement Blum. Le PC était alors plus puissant que jamais : la région communiste du Sud-Est, recouvrant en gros les Alpes-Maritimes, revendiquait 6.100 membres à la mi-1937, ce qui en faisait l'une des toutes premières de France quant à la proportion des militants par rapport à la population. Mais le développement de l'influence communiste tenait surtout au réseau des organisations peu ou prou contrôlées par le PC : outre l'UD-CGT depuis juin 1937, il s'agissait entre autres de l'union départementale des syndicats de paysans-travailleurs de Jean Laurenti, qui revendiquait 5.000 adhérents en août 1937 ; de l'ATP de la Côte d'Azur, présidée par Virgile Barel dont le tourisme social était la grande idée ; de l'union des femmes contre la misère et la guerre, dirigée par l'institutrice Madeleine Faraut. Et de plus, les nombreux comités de Front Populaire avaient presque toujours une direction communiste, au grand dam des socialistes ; le communiste Laurent Spinelli était secrétaire départemental du Front Populaire depuis novembre 1936. Pendant ce temps le style même du parti avait bien changé : partout, les communistes se montraient soucieux de respectabilité. Quant au Cri des Travailleurs, il était devenu un grand hebdomadaire populaire illustré, tirant à 16.000 exemplaires sur 8 pages.

Bien différente était la situation des socialistes puisqu'ils tentaient de contester l'hégémonie du PC sur le Front Populaire local. La fédération SFIO des Alpes-Maritimes revendiquait 3.250 adhérents à la fin de 1937 : elle avait elle aussi le vent en poupe et ses sections s'implantaient dans tout le département y compris dans les cantons ruraux du comté de Nice. De nombreux élus locaux avaient alors rejoint le parti, formant une union départementale des élus socialistes des Alpes-Maritimes. La SFIO avait aussi mis sur pied des amicales socialistes d'entreprise qui connaissaient un certain succès. La Gauche Révolutionnaire (tendance Marceau Pivert) était majoritaire au sein de la fédération des Alpes-Maritimes en 1937-1938, dont les éléments les plus dynamiques, les femmes et les jeunes socialistes, se réclamaient presque tous de cette tendance. Mais les divisions internes n'étaient en réalité pas si rigides, à preuve le secrétaire fédéral Jeanjacquot qui appartenait à la tendance Léon Blum. Toutes les tendances du parti socialiste en tout cas se retrouvaient dans la méfiance qu'elles nourrissaient envers le partenaire communiste, que l'Alerte n'hésitait pas à critiquer sans ménagement ; les rencontres locales PC-SFIO en vue de la fusion organique restaient toujours sans suite.

Les radicaux entretenaient des rapports encore plus tendus avec les deux autres composantes du Rassemblement Populaire. La fédération radicale des Alpes-Maritimes se signalait par une hostilité qui ne se démentait pas envers le Front Populaire et le gouvernement Blum, auquel elle reprochait d'avoir ruiné les classes moyennes. Significativement, beaucoup d'élus modérés avaient alors adhéré au parti valoisien et Jean Médecin lui-même s'en déclarait proche. Cette orientation droitiste de la fédération provoqua en mai 1937 la démission du parti de plusieurs radicaux de gauche niçois connus dont le président départemental des jeunesses radicales-socialistes. Le Petit Niçois, lui, restait en revanche fidèle au Front Populaire, tout comme la fédération départementale de l'union socialiste et républicaine (USR), le parti du député Jonas.

Deux élections ont permis de mesurer le rapport des forces politiques dans les Alpes-Maritimes en 1937 : ce furent d'abord les élections municipales de Cannes, les 11 et 18 avril, consécutives à l'invalidation de la municipalité élue en 1935. Elles furent marquées par la désunion du Front Populaire, la SFIO présentant une liste Garino homogène qui obtint 18 % des voix au 1er tour tandis que le PC, avec l'appoint de l'USR et d'indépendants, présentait une liste Pourtalet qui recueillit 27 % des voix. Les communistes doubleraient presque leur résultat de 1936 mais le Front Populaire, dont les listes avaient fusionné entre temps, fut battu au 2e tour avec 45 % des suffrages par la liste "anticommuniste" du maire sortant Pierre Nouveau.

Aux élections cantonales des 10 et 17 octobre 1937 les candidats se réclamant du Front Populaire recueillirent 43,5 % des suffrages exprimés au 1er tour dans les 28 cantons à pourvoir, perdant deux points par rapport à 1936. La droite consolidait donc sa majorité dans le département, d'autant que dans quatre cantons elle avait fait bloc derrière le candidat radical dès le 1er tour pour barrer la route aux "marxistes". Mais les changements les plus notables eurent lieu au sein de la coalition au pouvoir : les communistes et les socialistes progressaient considérablement, gagnant respectivement cinq points et quatre points et demi sur l'année précédente dans les cantons où la comparaison était possible, alors que les radicaux favorables au Front Populaire (y compris l'USR) s'effondraient littéralement, perdant plus de la moitié de leurs voix de 1936 et se retrouvant à la dernière place derrière la SFIO. L'appoint radical faisant ainsi défaut, le Front Populaire ne put conquérir qu'un seul siège dans le département, celui de conseiller général du Bar-sur-Loup qui revint au socialiste SFIO Maffet. Le parti communiste, qui avait beaucoup misé sur ces élections, n'eut aucun élu et les quelques radicaux siégeant dans les conseils étaient en fait les élus de la droite. Jamais en tout cas les Alpes-Maritimes n'avaient connu des élections cantonales aussi politisées.

1936, date charnière pour les Alpes-Maritimes

En guise de conclusion on peut dégager ce qui a fait l'originalité des Alpes-Maritimes à chaque étape du Front Populaire.

Lors de la lente construction du Rassemblement Populaire, en 1934-1935, le rôle précurseur des Alpes-Maritimes dans la réalisation de l'unité politique et syndicale est apparu à maintes reprises. Des actions communes et des structures communes y ont rassemblé les militants des deux tendances du mouvement ouvrier bien avant le pacte national d'unité d'action de juillet 1934 ; quant aux syndicalistes unitaires et confédérés du département, c'est dès décembre 1934 qu'ils étaient prêts à la fusion, plus d'un an avant la réunification confédérale. Il est vrai que la fédération radicale au contraire se singularisait par son refus constant du Front Populaire, même quand Daladier levait le poing à Paris.

Aux élections d'avril-mai 1936, les Alpes-Maritimes ont, comme à l'accoutumée, fortement amplifié la tendance nationale : spectaculaire bond en avant du PC et déroute radicale plus que grande victoire du Front Populaire. Mais la singularité du département tenait à la majorité en voix conservée par la droite et à la place dominante conquise par les communistes dans le Front Populaire local, alors que les socialistes étaient réduits à la portion congrue.

L'explosion sociale de juin 1936 montra la Côte d'Azur sous un jour inattendu. Dans ce département où le mouvement ouvrier avait un retard considérable sur le reste du pays, où faire grève avait longtemps paru incongru, ce furent 33.000 ouvriers et employés qui cessèrent le travail, certains pour plusieurs semaines, avec une vigueur revendicative au moins égale à celle des Parisiens. C'est donc en 1936 que pour la première fois dans les Alpes-Maritimes, le syndicalisme devint vraiment une affaire de masse. Le département avait comblé son retard en quelques semaines.

Pendant le long déclin du Front Populaire, après l'été 1936, la situation des Alpes-Maritimes n'était guère différente de celle du reste de la France : la poursuite du recrutement à la CGT ainsi qu'aux partis socialiste et communiste, l'essor du mouvement associatif lié au Front Populaire, constituaient des acquis sérieux pour le mouvement ouvrier. Mais là comme ailleurs, il apparaissait clairement que le Front Populaire se retrouvait sur la défensive : résistance patronale aux lois sociales, agitation de l'extrême droite particulièrement bien implantée localement, premiers revers électoraux... Dans le même temps ses divisions éclataient au grand jour.

Quel bilan peut-on tirer du Front Populaire ? Entre 1934 et 1938 bien des choses ont changé dans les Alpes-Maritimes, encore plus peut-être que dans d'autres régions. Mais au total les changements ont surtout été d'ordre culturel, au sens gramscien ; les rapports de pouvoir, dans la vie politique comme dans l'entreprise, sont pratiquement restés en l'état.